

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

Administration

ETAT
Préfecture de la Seine-Saint-Denis
Direction des ressources
1, esplanade Jean Moulin
93007 Bobigny cedex

Objet du marché

Contrôle périodique, nettoyage et entretien de l'ensemble des onduleurs de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, de la sous-préfecture du Raincy et de la sous-préfecture de Saint-Denis.

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Objet du marché	3
ARTICLE 2 – Situation des installations	3
2.1 - Préfecture de la Seine-Saint-Denis.....	3
2.2 - Sous-Préfecture du Raincy	3
2.3 - Sous-Préfecture de Saint Denis	3
ARTICLE 3 – Connaissances pour l'exécution des prestations	3
ARTICLE 4 – Description des prestations	4
4.1 – Définitions.....	4
4.2 - Descriptif.....	4
4.3 - Etendue de la prestation dans le cadre de la maintenance préventive	5
4.4 - Matériel et accompagnement	6
ARTICLE 5 – Descriptif des installations	7
ARTICLE 6 – Interventions, matériel et facturation	7
ARTICLE 7 – Sécurité et discrétion	8
ARTICLE 8 – Traitement et suivi des déchets	8
ARTICLE 9 – Environnement.....	9
ARTICLE 10 – Formation du personnel utilisateur	9
ARTICLE 11 – Accès aux sites de la préfecture 93	9

ARTICLE 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le contrôle périodique, le nettoyage et l'entretien de l'ensemble des onduleurs de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, de la sous-préfecture du Raincy, et de la sous-préfecture de Saint-Denis.

Un descriptif détaillé des installations se trouve à l'article 5.

ARTICLE 2 – Situation des installations

Le présent marché s'applique aux installations des bâtiments recensés ci-dessous.

2.1 - Préfecture de la Seine-Saint-Denis

- Bâtiment principal, 1 esplanade Jean Moulin à Bobigny 93007 Cedex,
- Bâtiment André Malraux, 9 esplanade Jean Moulin à Bobigny 93007 Cedex,
- Bâtiment René Cassin, 11 esplanade Jean Moulin à Bobigny 93007 Cedex.

2.2 - Sous-Préfecture du Raincy

- 6 allée de l'église au Raincy 93340.

2.3 - Sous-Préfecture de Saint Denis

- 4, rue Catulienne à Saint-Denis 93200.

ARTICLE 3 – Connaissances pour l'exécution des prestations

L'entreprise titulaire est réputée avoir visité les lieux avant la remise de son offre. L'attestation de visite vaut prise de connaissance de l'état des lieux. Cette reconnaissance lui permet de comprendre tous les travaux, accessoires et autres nécessaires à la réalisation de sa mission.

Cette reconnaissance porte notamment sur :

- ✓ l'état général des lieux et le quantitatif des équipements existants au moment de la rédaction du présent document ;
- ✓ l'origine et la provenance des matériels et équipements qui doivent être maintenus afin de juger de la capacité d'entretien de l'ensemble du parc et des possibilités de remplacement à l'identique ou le cas échéant par des produits similaires homologués ;
- ✓ les conditions à mettre en œuvre pour réaliser sa mission en milieu occupé ;
- ✓ la nécessité de réaliser certaines interventions en dehors des heures ouvrées ;
- ✓ la localisation précise du matériel concerné ainsi que les conditions d'accessibilité (nacelle, échafaudage, etc.).

Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d'inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourra être réclamée.

ARTICLE 4 – Description des prestations

4.1 – Définitions

Maintenance préventive / entretien

Les visites de maintenance préventive incluses dans le prix global et forfaitaire annuel ont pour but de réduire les risques de pannes des équipements et de les maintenir à un état de marche optimal, d'alerter le chef du bureau de la logistique et des affaires immobilières (BLAI) ou son représentant de toute défaillance ou commencement de dégradation des équipements afin de prévoir le remplacement de pièces.

Le maintien dans le temps des performances des installations à un niveau de parfait état de fonctionnement devra rester l'objectif du titulaire du présent marché.

Une inspection et un nettoyage minutieux des installations aideront à atteindre cet objectif.

Maintenance curative

La maintenance curative a pour objectif de remettre en état de fonctionnement un matériel défectueux afin qu'il accomplisse sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité. Cette maintenance intègre la maintenance palliative et la maintenance curative. Elle fera l'objet d'une facturation suivant le bordereau des prix des pièces détachées (annexe 2 à l'acte d'engagement) et le bordereau des prix du forfait de déplacement (annexe 3 à l'acte d'engagement).

Astreinte

Le titulaire s'engage à disposer d'un service d'astreinte 7j/7 – 24h/24 afin de répondre à toute demande de dépannage en dehors des heures ouvrées (8h00-17h00). Le titulaire intervient sur simple appel téléphonique.

Délai d'intervention : 3 heures

Il comprend la durée entre l'appel téléphonique confirmé par courriel et l'arrivée sur site d'un technicien compétent venant établir son diagnostic et prendre les décisions adaptées.

Délai de dépannage : 6 heures

Il correspond à la durée effective à **compter de la demande d'intervention** pour la remise en fonctionnement même provisoire des matériels ou installations

Délai de production d'un devis : 48 heures

Il correspond à la durée **effective à compter de la demande d'intervention** pour la rédaction et la réception d'un devis correspondant aux réparations et remise en service suite à une panne ou dysfonctionnement des appareils et installations

Délai de réparation définitive après validation du devis : 48 heures

Il correspond à la durée **maximum** pour la remise en fonctionnement normal et définitive de l'installation et le remplacement des pièces défectueuses.

4.2 - Descriptif

L'entreprise titulaire du présent marché est responsable de la bonne qualité de ses prestations et mettra à cet effet le personnel, l'encadrement, le matériel et l'équipement nécessaire à la parfaite réalisation de sa mission.

Le titulaire fournira les pièces et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations à réaliser quel qu'en soit le type de technologie.

L'entreprise s'engage à remédier dans les plus brefs délais aux manquements constatés sur les ensembles.

L'entreprise s'engage à tenir à disposition dans ses locaux, les pièces nécessaires au bon fonctionnement des différents onduleurs de la Préfecture (batteries...) si tel n'était pas le cas, elle s'engage à l'installation provisoire d'un onduleur de prêt qui ne fera pas l'objet d'une facturation.

Par ailleurs, si la panne constatée n'est pas résolue dans un délai de 48h, le titulaire s'engage à installer un onduleur de prêt, à ses frais, qui restera en place jusqu'au dépannage ou remplacement de l'onduleur défectueux.

Ce marché ayant pour but de maintenir en bon état de fonctionnement l'ensemble des installations citées à l'article 5 du présent CCTP, elle assurera une visite d'entretien des installations par an, **en dehors des jours ouvrés.**

Lors de ces visites, elle vérifiera le bon fonctionnement de toutes les installations.

4.3 - Etendue de la prestation dans le cadre de la maintenance préventive

Une liste de prestations minimales et dont les résultats doivent apparaître sur le rapport est décrite ci-dessous. Cette liste n'étant pas exhaustive, l'entreprise dans son offre inclura toute proposition supplémentaire lui semblant nécessaire.

La prestation inclut obligatoirement à minima :

- le contrôle visuel de tous les équipements,
- le contrôle des pièces mécaniques,
- la mesure des paramètres électriques déterminant le bon fonctionnement des équipements en fonction de la documentation du constructeur,
- le resserrage de toutes les connexions,
- le réajustement, si nécessaire, des pré réglages usine,
- le contrôle et l'acquittement des alarmes,
- la réparation de tous défauts constatés sur les équipements en état de fonctionnement normal,
- l'application des recommandations constructeurs afin d'assurer et d'améliorer la fiabilité des équipements ;

et pour chaque appareil :

- contrôle environnemental de l'onduleur : température des locaux, poussière, encombrement, etc. ,
- contrôle de la conformité de l'installation électrique amont et aval (section des câbles, protections et mesures d'intensité amont/aval),
- contrôle des régimes d'alimentation (TT – TN – IT),
- une fois l'accord donné par l'utilisateur, passage de l'onduleur sur le réseau du fournisseur d'électricité par l'intermédiaire soit du by-pass interne soit du by-pass externe,
- après l'arrêt de l'onduleur, dépoussiérage des cartes et composants électroniques et passage de l'aspirateur dans tout l'onduleur,
- contrôle des chaînes de batteries :
 - aspect visuel,
 - contrôle des tensions,
 - contrôle des serrages de cosses,

- nettoyage si nécessaire des cosses,
- contrôle et inspection mécanique de l'onduleur :
 - resserrage de la boulonnerie,
 - vérification de la bonne fermeture des serrures,
 - test de continuité des connectiques diverses,
- contrôle des divers circuits d'alimentation interne à la machine,
- test de circuit redresseur :
 - contrôle de la tension continue et du courant de charge,
 - contrôle de la tension de floating de chaque batterie,
- redémarrage de la partie onduleur :
 - contrôle des points de test : tension fréquence,
 - test signal gâchette,
- test de commutation onduleur secteur et vice-versa :
 - contrôle de synchronisation,
 - contrôle de fréquence,
 - contrôle de tension,
- test d'impulsion du by-pass statique,
- contrôle des disjoncteurs,
- mise en service des batteries,
- réglage de la tension de sortie / balance des tensions,
- test des diverses alarmes et des tableaux de bord,
- test de l'arrêt d'urgence dans la mesure où l'utilisateur a un by-pass externe,
- test d'autonomie,
- contrôle des tensions batteries et du courant de décharge,
- remise en service de l'appareil après réparations s'il y a lieu,
- compte rendu complet reprenant les mesures et courbes de décharge, les mesures correctives apportées ainsi que les conclusions.

A l'issue de chaque intervention, un rapport est rempli par le titulaire et visé par le chef du bureau de la logistique et des affaires immobilières (BLAI) de la préfecture ou son représentant.

Le titulaire remet un rapport de visite détaillé, au plus tard 7 jours ouvrés à compter du lendemain (jour ouvré) de la date d'intervention.

Ce rapport de visite est transmis au chef du BLAI, ou à ses représentants habilités, en main propre, ou par voie dématérialisée (par messagerie ou compte internet avec transmission des codes d'accès).

Celui-ci énumère l'ensemble des prestations réalisées, les observations relatives à d'éventuelles dégradations et les interventions à réaliser.

4.4 - Matériel et accompagnement

Tout le matériel nécessaire pour l'intervention (échelles, outil, etc.) est à la charge du titulaire. Ils devront être fournis par l'entreprise pour faciliter au mieux l'intervention du technicien et conforme à la législation d'hygiène et sécurité en vigueur.

L'accompagnement si nécessaire du technicien dans les locaux de la préfecture et des sous-préfectures par un représentant de l'administration sera mis en place. L'accompagnateur désigné par l'administration ne remplacera en aucun cas un technicien de l'entreprise et ne participera donc pas à la maintenance.

L'entreprise s'engage à mettre en place l'équipe de techniciens et d'encadrement nécessaire à la bonne exécution de sa mission.

ARTICLE 5 – Descriptif des installations

PRÉFECTURE DE SEINE SAINT DENIS (tranche ferme)

Marque	Modele	Puiss	N°de série	localisation	Date de mise en service
MGE UPS SYSTEMS	GALAXY 60KVA	60 KVA	UQ6070159	Bat principal Carnot Loc onduleur s/sol	mars 1996
MGE UPS SYSTEMS	GALAXY PW	60 KVA	50GD50002	Bat principal Carnot loc onduleur s/sol	27 décembre 2003
G-TEC	LBRA PRO 33	80 KVA	AC32UT866810001	Bâtiment Malraux s/sol	2024
SEVES	RIELLO MPT	30 KVA	AA38UT112750004	Bat René Cassin Loc s/sol	12 juillet 2012

SOUS-PREFECTURE DU RAINCY (tranche ferme)

Marque	Modele	Puiss	N°de série	localisation	Date de mise en service
SEVES	SPT10000	10 KVA	MA07UT510530001	Bat Loc:007 autocom s/sol	29 mai 2012
RIELLO	DLP 300 N	3 KVA	LU38COC10023818	Bat Loc:34 Courant fort/ RDC	2008
APC	MGE GALAXY 300	15 KVA	UJ1235100710	Bat Loc:34 Courant fort/ RDC	1er juin 2012
Galaxy300	Galaxy300	15 KVA	UJ1702000039	Bat zone CERT	18 septembre 2017
Schneider	Easy UPS 3S	15KVA	9E2115T12045	LT 1etg Ancien bat	2020

SOUS-PREFECTURE DE SAINT-DENIS (tranche ferme)

Marque	Modele	Puiss	N°de série	localisation	Date de mise en service
Legrand	KEOR-T 33	10kva 10m	2108P1517002	Entresol local technique	12 juillet 2023
Schneider	SRVS1	1KVA		S/Sol TGBT	12 juillet 2023

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS (tranche optionnelle)

Marque	Modele	Puiss	N°de série	localisation	Date de mise en service
MGE	Comet S31	15KVA	21682200	Bat principal Carnot s/sol	25 juin 2001
MGE	Galaxy PW	60KVA	50GE3803	Bat principal Carnot s/sol	28 octobre 2004
MGE	Comet S31	20KVA	216B22008	Bat principal Carnot 3ème étage	8 juillet 2001

ARTICLE 6 – Interventions, matériel et facturation

Dans le cadre de ce marché, la visite annuelle est incluse.

Si au cours de leurs interventions préventives, les techniciens constataient une avarie quelconque, le dépannage s'effectuera sans donner lieu à facturation si le prix des pièces défectueuses est inférieur à 100 € HT.

Si les pièces à changer représentent un montant supérieur à 100 € HT le titulaire transmet alors un devis au chef du BLAI ou son représentant, basé sur le bordereau des prix unitaires annexe n° 2 à l'acte d'engagement.

Les déplacements liés aux interventions de maintenance préventive ne donnent pas lieu à facturation.

Toute intervention supplémentaire donnera lieu à facturation.

Le rapport **détaillé** est remis au chef du BLAI ou à son représentant et fait apparaître l'état dans lequel le matériel aura été pris en compte et les défauts constatés.

L'entreprise mettra à disposition le personnel ainsi que le matériel nécessaire à l'exécution du contrat et aux interventions qui en découlent.

A chaque changement de matériel, dû à une avarie, un matériel de caractéristique identique ou plus performant sera proposé et ne pourra être installé qu'après accord de l'administration.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de son côté de changer de matériel ou de technologie. Ce changement donnera lieu à un avenant au présent marché.

Hormis l'intervention annuelle planifiée à l'avance à chaque date anniversaire et au plus tard un mois après la notification du présent marché, **l'entreprise titulaire s'engage à intervenir sur les systèmes au plus tard 3 heures après appel téléphonique.** Cet appel sera confirmé par mail s'il est donné pendant les heures ouvrables de la Préfecture (8h00-17h00).

Si une intervention a lieu en dehors des heures ouvrées, le technicien intervenant devra obligatoirement prendre l'attache du personnel d'astreinte du BLAI de la Préfecture. Il ne pourra en aucun cas quitter les lieux de l'intervention sans en avoir rendu compte à l'agent d'astreinte.

ARTICLE 7 – Sécurité et discrétion

Le personnel de l'entreprise titulaire se présentera au chef du bureau de la logistique et des affaires immobilières ou à son représentant dès son arrivée sur site muni d'une pièce d'identité ou d'un badge professionnel et se conformera aux règles de sécurité en vigueur particulièrement dans les immeubles classés ERP.

Le titulaire s'engage à respecter les règles de l'art, la législation du travail et les règles de sécurité.

Le titulaire devra respecter enfin la législation sur l'utilisation des produits toxiques nécessitant des traitements spéciaux (batteries par exemple) notamment quant à la procédure de mise au rebut en cas de remplacement. Les BDSI (Bordereaux de suivi des déchets industriels) seront remis à l'administration.

Une fiche technique de chaque produit sera remise au chef du BLAI avant utilisation.

Enfin, tout intervenant s'engage à un devoir de discrétion et à ce titre aucun document de quelque nature que ce soit ne devra être communiqué à un tiers.

ARTICLE 8 – Traitement et suivi des déchets

Le titulaire doit veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées. Le titulaire retient systématiquement les filières de valorisation/recyclage dès lors que cette filière existe pour chaque nature de déchet.

Le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne le transport et l'élimination des déchets produits, y compris les déchets électriques et électroniques. La production de déchets dangereux fait l'objet de Bordereau de Suivi des Déchets (BSD). Le formulaire CERFA n°12571*01 est initié par le titulaire et renvoyé au chef du BLAI au terme de sa destination finale.

Le titulaire a à sa charge tous les frais relatifs à l'évacuation et au retraitement des déchets et doit les enregistrer sur Trackdechets afin d'en assurer la traçabilité.

ARTICLE 9 – Environnement

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à exécuter les prestations dans une démarche écoresponsable.

Il s'engage notamment à :

- ✓ optimiser la tournée des techniciens de maintenance afin de réduire les émissions de CO₂ ;
- ✓ sensibiliser les techniciens à l'écoconduite des véhicules ;
- ✓ privilégier la réparation des cartes électroniques plutôt que leur remplacement systématique ;
- ✓ limiter les solvants et utiliser des produits labellisés ;
- ✓ mettre tout en œuvre afin de réduire les consommations d'énergie ;
- ✓ préférer les formats documentaires informatiques que papiers.

ARTICLE 10 – Formation du personnel utilisateur

Dans le cadre de la première visite de maintenance, l'entreprise titulaire assurera une formation à deux représentants du BLAI afin qu'ils puissent appréhender et juger de l'importance des alarmes qui pourraient survenir sur chaque appareil lors de l'utilisation. Ils devront à l'issue de cette formation être capables de naviguer sur les écrans de contrôle et interpréter les différentes données qu'ils restituent sans pour autant modifier les paramètres des onduleurs.

ARTICLE 11 – Accès aux sites de la préfecture 93

Pourront accéder aux sites de la préfecture, seules les personnes habilitées par la préfecture. A cet effet, le titulaire devra transmettre aux agents du bureau de la logistique et des affaires immobilières la copie de la pièce d'identité des techniciens habilités à intervenir, les dates et heures programmées, au moins 72 heures avant interventions.

Signature et cachet de l'entreprise